



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
7 août 2003
Français
Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2003

8 au 12 septembre 2003, New York

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

**Informations sur les dépenses de coopération technique
du système des Nations Unies pour 2002**

Rapport de l'Administrateur

Résumé

Le présent rapport contient un résumé des dépenses de coopération technique de l'ensemble du système des Nations Unies.

Il présente également une analyse de la coopération technique fournie par le PNUD, le FNUAP, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres institutions spécialisées, fonds et programmes.

Aux fins du présent rapport, le montant de l'assistance en matière de coopération technique correspond à la somme des dépenses effectuées au titre des programmes. Il est rendu compte de l'ensemble des dépenses engagées par tous les organismes des Nations Unies au titre des activités de développement dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les activités de développement. L'analyse contenue dans le présent rapport est fondée sur les données présentées à la fin et dans l'additif (DP/2003/30/Add.1).

Le Conseil d'administration est invité à prendre note du présent rapport.



I. Aperçu

1. Le montant des dépenses de coopération technique du système des Nations Unies (à l'exclusion du Groupe de la Banque mondiale) en faveur des pays en développement a atteint le chiffre record de 7,3 milliards de dollars en 2002, soit une augmentation de 2,4 % par rapport aux 7,1 milliards de dollars de 2001 (voir fig. 1). L'ensemble du système des Nations Unies a pu maintenir ce fort volume de coopération grâce au taux de croissance positif enregistré par les autres institutions spécialisées, fonds et programmes, le PNUD et l'UNICEF, qui ont connu respectivement en 2001 une augmentation de 10,6 % (2,3 milliards de dollars de dépenses), 5,5 % (2,1 milliards de dollars) et 3,2 % (1 milliard de dollars). Bien que le PAM et le FNUAP aient vu un léger recul de leur volume de coopération, leurs résultats n'en ont pas moins permis aux dépenses de coopération du système des Nations Unies d'atteindre un niveau record.

Figure 1

Dépenses de coopération technique du système des Nations Unies, 1998-2002

(En millions de dollars des États-Unis)

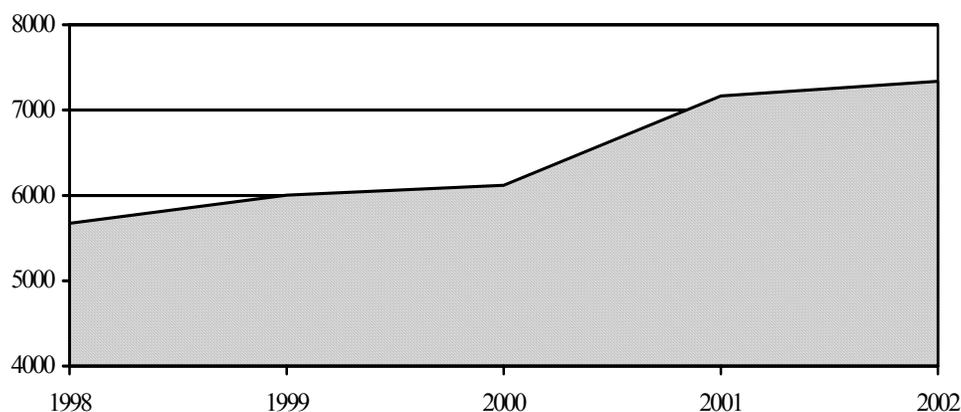
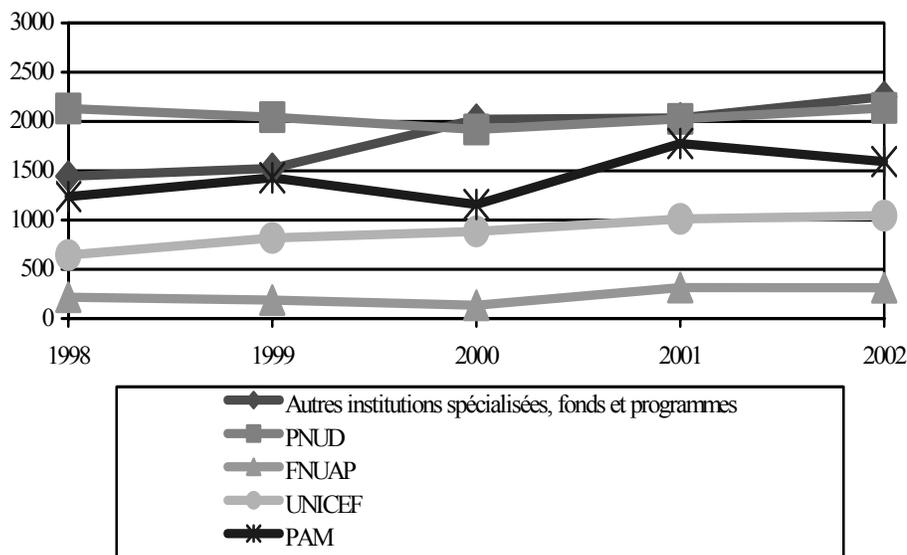


Figure 2
Dépenses de coopération technique du système des Nations Unies, 1998-2002,
réparties par organisation

(En millions de dollars des États-Unis)



2. La répartition régionale des dépenses (fig. 3 et 4) de l'ensemble du système a été analogue en 2002 à celle de 2001, l'Afrique continuant à bénéficier de la plus forte part des dépenses de coopération technique (1,8 milliard de dollars en 2001), soit un quart du montant total des dépenses d'aide au développement. La source la plus importante d'aide à l'Afrique a été le PAM (785 millions de dollars), suivi par les autres institutions spécialisées, fonds et programmes (431 millions de dollars), puis par le PNUD (294 millions de dollars), l'UNICEF (238 millions de dollars) et le FNUAP (96 millions de dollars). La région de l'Asie et du Pacifique a bénéficié de la deuxième part la plus substantielle, avec elle aussi près du quart des dépenses globales des Nations Unies, soit 1 milliard 696 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport au montant de 1 milliard 554 millions de dollars qu'elle avait reçu en 2001. Les trois quarts de l'ensemble des dépenses de coopération technique en Asie et dans le Pacifique provenaient du PAM (457 millions de dollars), de l'UNICEF (455 millions de dollars) et du PNUD (375 millions de dollars). Le quart restant provenait des autres institutions spécialisées, fonds et programmes (323 millions de dollars) et du FNUAP (85 millions de dollars). De même qu'en 2001, l'Amérique latine et les Caraïbes arrivaient en troisième position en 2002, avec 19 % (1,4 milliard de dollars), suivies par les États arabes (17 %, soit 1,2 milliard de dollars), les activités mondiales et interrégionales (9 %, soit 678 millions de dollars) et l'Europe et la Communauté d'États indépendants (6,6 %, soit 483 millions de dollars). Des 1,4 milliard de dollars qui sont allés à l'Amérique latine et aux Caraïbes, les deux tiers sont venus du PNUD, à hauteur de 938 millions de dollars, dont 91 % (soit 855 millions de dollars) provenant de contributions de gouvernements et de tierces parties au titre de la participation aux coûts. Si d'autres entités des Nations Unies ont pu engager des

dépenses au titre de la participation aux coûts dans les différentes régions géographiques, les chiffres demandés ne concernaient que les dépenses imputées sur les budgets ou sur des fonds extrabudgétaires, de sorte que l'analyse est limitée à ces mêmes dépenses.

Figure 3
Dépenses de coopération technique du système des Nations Unies pour 2002 : répartition géographique

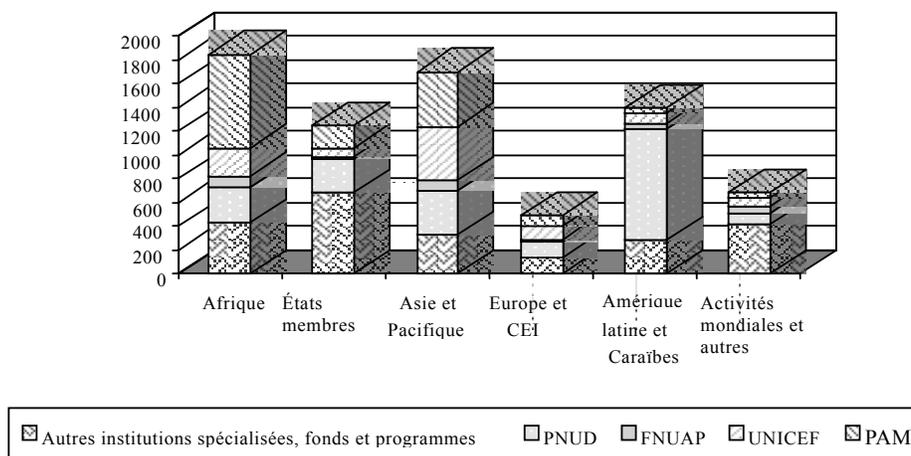
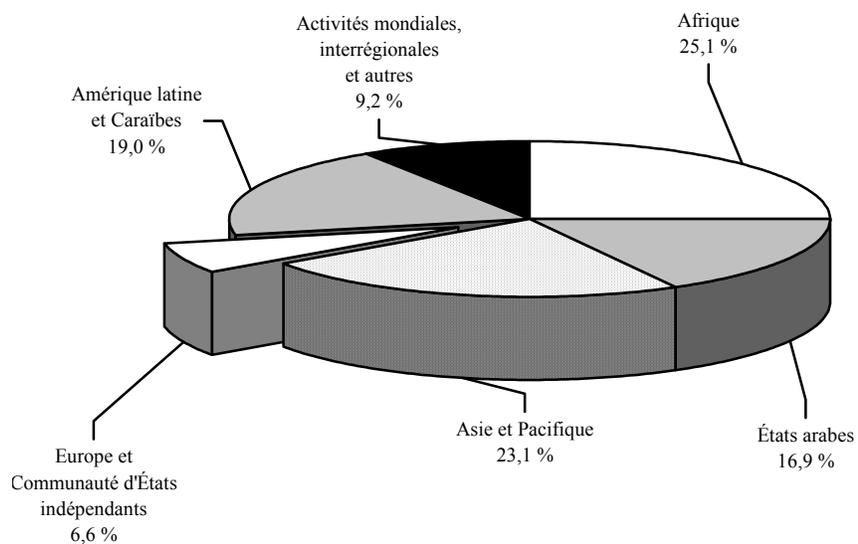


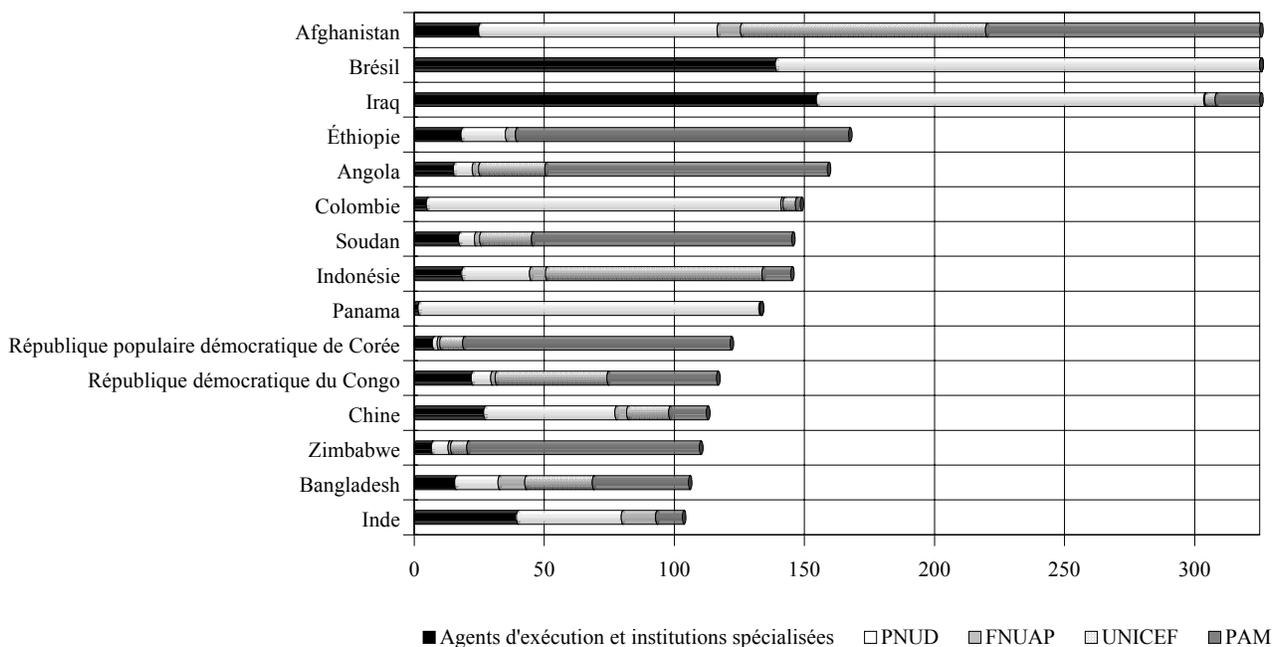
Figure 4
Dépenses de coopération technique du système des Nations Unies pour 2002, par région (7,3 milliards de dollars)



3. Trois pays ont bénéficié chacun de plus d'un tiers de milliard de dollars de dépenses du système des Nations Unies en 2002. Il s'agit de l'Afghanistan (355 millions de dollars), qui a enregistré une forte croissance de 111 %, du Brésil (344 millions de dollars), et de l'Iraq (340 millions de dollars). Quinze pays (y compris les trois pays mentionnés) ont bénéficié (voir ci-après la figure 5) de plus de 100 millions de dollars de dépenses totales de coopération technique du système des Nations Unies, soit au total 2,6 milliards de dollars, plus du tiers des dépenses totales (7,3 milliards de dollars). Les pays bénéficiant du plus fort pourcentage de soutien du PAM ont été l'Afghanistan, l'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, la République populaire démocratique de Corée, le Soudan et le Zimbabwe, ce dernier pays étant le dernier arrivé dans ce groupe. Parallèlement, le PNUD a apporté un appui appréciable au Brésil, en Colombie et au Panama, où les apports des gouvernements participant à l'effort de développement, au titre de la participation aux coûts, ont été respectivement de 96 %, 99 % et 99 %. L'appui de l'UNICEF à l'Indonésie s'est élevé à 83 millions de dollars, soit 58 % du total dont a bénéficié ce pays, tandis qu'il a été de 43 millions de dollars pour la République démocratique du Congo (37 % du total dont a bénéficié ce pays). Les autres institutions spécialisées, programmes et fonds ont globalement financé des activités représentant 46 % (155 millions de dollars) des activités en Iraq. Outre l'assistance aux différents pays, le système des Nations Unies a joué un rôle déterminant pour l'appui de fond à la coopération technique entre pays, territoires et régions. Au total, un montant de 1,5 milliard de dollars est allé à des activités régionales, interrégionales et mondiales : États arabes (activités régionales, 447 millions de dollars), activités mondiales (350 millions de dollars), Afrique (activités régionales, 252 millions de dollars), coopération interrégionale (241 millions de dollars), Asie et Pacifique (activités régionales, 211 millions de dollars). La coopération régionale avec les États arabes, modeste dans ses débuts (19 millions de dollars en 1997), a atteint le chiffre record de 447 millions de dollars en 2002, le groupe des institutions spécialisées, fonds et programmes représentant les 97 % (433 millions de dollars) du montant total des dépenses de ce type en 2002.

Figure 5
**Les 15 principaux bénéficiaires de l'assistance technique
 du système des Nations Unies en 2002**

(En millions de dollars des États-Unis)



4. Le pourcentage de l'assistance technique allant à la santé et à l'aide humanitaire a été le même en 2002 qu'en 2001 : 41,2 %, soit un volume global de 3 milliards de dollars, ce qui représente une légère augmentation (2,3 %). C'est le PAM qui a engagé en 2002 l'essentiel des dépenses consacrées aux activités d'aide humanitaire (65 %, soit 968 millions de dollars), les autres institutions spécialisées, fonds et programmes fournissant la part majoritaire (52 %, soit 796 millions de dollars) des dépenses consacrées à la santé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été la principale source d'aide au secteur de la santé, l'ensemble des ressources qu'elle a fournies (777 millions de dollars) y ayant été consacrées en 2002. De même qu'en 2000 et 2001, l'aide de l'UNICEF en 2002 est allée pour 28 % (427 millions de dollars) au secteur de la santé. L'ensemble des dépenses d'assistance technique du FNUAP a été, conformément à son mandat, consacré à des projets et des programmes de population. Le PNUD, pour sa part, a dirigé la majorité de ses dépenses vers les secteurs où il est généralement présent : gouvernance, lutte contre la misère et environnement.

II. Analyse de la coopération technique

A. Programme des Nations Unies pour le développement

5. Les activités de coopération technique du PNUD ont poursuivi la croissance entamée en 2001, augmentant en 2002 de 4,2 % pour atteindre un montant de 2,1 milliards de dollars (non compris les dépenses consacrées aux contrats de services de gestion, aux administrateurs auxiliaires et à la réserve pour le logement sur le terrain). Les montants correspondant aux autres ressources ont enregistré une croissance globale de 6 % (98 millions de dollars) : il s'agit des ressources locales (contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts), des contributions de donateurs ou de parties tierces au titre de la participation aux coûts, et des fonds d'affectation spéciale. Les deux derniers éléments ont représenté une part appréciable de la croissance d'ensemble : 34 % pour les contributions de donateurs ou de parties tierces au titre de la participation aux coûts (273 millions de dollars en 2002, contre 203 millions en 2001), et 31 % pour les fonds d'affectation spéciale (579 millions de dollars en 2002, contre 443 millions en 2001). En revanche, les ressources locales (contributions de donateurs ou de parties tierces au titre de la participation aux coûts) ont diminué de 11 %, passant de 970 millions de dollars en 2001 à 862 millions en 2002. Les dépenses prélevées sur les ressources ordinaires ont également reculé, mais très peu (à peine plus de 2 %), passant de 366 millions de dollars en 2001 à 357 millions de dollars en 2002. Les fonds administrés par le PNUD ont également reculé un peu en 2002, de 83 millions de dollars en 2001 à 81 millions en 2002.

6. La répartition géographique des dépenses d'assistance technique du PNUD a été analogue en 2002 à celle de 2001. L'Amérique latine et les Caraïbes ont à nouveau bénéficié de la part la plus importante du soutien, recevant 48 % du montant de l'ensemble des fonds (montant qui s'est établi à 1,1 milliard de dollars), l'Asie et le Pacifique 15 % (soit 34 millions de dollars), et l'Afrique 14 % (soit 306 millions de dollars). Les États arabes ont réalisé pour 274 millions de dollars d'activités (12 %), l'Europe et la Communauté d'États indépendants pour 148 millions de dollars (7 %). Les programmes mondiaux et interrégionaux et les autres programmes régionaux ont représenté 74 millions de dollars, soit 3 %. Sur le 1,1 milliard de dollars de dépenses en Amérique latine et aux Caraïbes, 71 % ont été financés par des ressources locales.

7. Les contributions volontaires à la base de ressources ordinaires du PNUD ont enregistré en 2002 une nouvelle augmentation (1,7 %), atteignant 663 millions de dollars. Ce montant a beau être modeste, il a néanmoins servi à maintenir le montant global de l'assistance technique du système des Nations Unies supérieur à 7 milliards de dollars.

B. Programme alimentaire mondial

8. Après la croissance notable (plus de 50 %) des dépenses de coopération technique qu'il avait connue en 2001, le PAM a réduit ses activités de 10 % en 2002, de sorte qu'elles n'ont plus représenté que 1,6 milliard de dollars contre 1,8 milliard en 2001. Malgré ce recul, le PAM continue à fournir le quart environ des apports totaux de coopération technique du système des Nations Unies aux pays en développement, sous forme d'assistance aux victimes des catastrophes naturelles et

anthropiques. Depuis 1996, il a consacré entre le tiers et les quatre cinquièmes de ses dépenses annuelles de coopération technique à l'aide humanitaire, secteur auquel il en a alloué 61 %, soit près d'un milliard de dollars en 2002. La majeure partie de cette aide est allée aux régions d'Afrique et d'Asie et Pacifique, l'Afrique bénéficiant d'une part accrue du soutien du PAM par rapport à 2001 (50 % en 2002 contre 42 % en 2001). Pour la première fois, la majeure partie de l'aide reçue par l'Afghanistan est venue du PAM : de 119 millions de dollars en 2001, cette aide est passée en 2002 à 135 millions de dollars, montant le plus élevé dont le Gouvernement afghan ait jamais bénéficié de la part du PAM. Quatre autres pays ont bénéficié de la part du PAM d'une aide égale ou supérieure à 100 millions de dollars en 2002 : il s'agit de l'Éthiopie (128 millions de dollars), de l'Angola (109 millions de dollars), de la République populaire démocratique de Corée (103 millions de dollars), et du Soudan (100 millions de dollars).

9. Les contributions aux activités du PAM ont presque atteint les 2 milliards de dollars en 2002, ce qui est un autre record absolu. Sur ce montant, 89 %, soit 1,8 milliard de dollars, proviennent de contributions volontaires d'États Membres, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport au 1,5 milliard de dollars reçu en 2001. Le principal donateur au PAM, les États-Unis, a augmenté de 44 % sa contribution, qui est passée de 750 millions de dollars en 2001 à 1,1 milliard de dollars en 2002. Les seuls États-Unis ont également été en 2002 responsables de plus de la moitié (55%) de l'ensemble de la base de financement du PAM pour 2002. Les autres pays dont la contribution au PAM a été égale ou supérieur à 50 millions de dollars en 2002 ont été les suivants : Royaume-Uni (97 millions de dollars), Japon (87 millions de dollars), Allemagne (62 millions de dollars), Pays-Bas (58 millions de dollars), et Australie (55 millions de dollars, soit une augmentation de 36 %).

C. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

10. Les activités de l'UNICEF dans le domaine de la coopération technique ont été marquées par une nouvelle augmentation. Une augmentation modeste – 3,2 % en 2002 – qui a néanmoins permis de maintenir les dépenses du Fonds au-dessus de la barre du milliard de dollars pour la deuxième année consécutive. La plus grande partie des dépenses (427 millions de dollars, soit 41 %) a été consacrée aux activités liées à la santé. Deux autres secteurs ont suscité une large mobilisation en 2002 : les questions générales relatives au développement, qui ont bénéficié d'un apport de 211 millions de dollars, en augmentation très nette (56 %) par rapport à 2001 où il avait été de 135 millions de dollars; l'enseignement qui, avec un apport de 142 millions de dollars, a représenté 14 % des dépenses en 2002. Ensemble, ces trois secteurs, avec 780 millions de dollars de dépenses, ont représenté près de 75 % du montant total de l'aide distribuée par l'UNICEF (1 milliard de dollars au total pour 2002).

11. Ce sont de nouveau la région de l'Afrique et celle de l'Asie et du Pacifique qui ont été les principaux partenaires des activités de coopération de l'UNICEF en 2002. La région de l'Asie et du Pacifique, qui avait bénéficié d'un apport de 329 millions de dollars en 2001, a vu celui-ci passer à 459 millions de dollars en 2002, un montant qui a représenté 44 % des dépenses totales de l'UNICEF et qui était en augmentation de près de 40 %. La région de l'Afrique, en revanche, a vu les dépenses en sa faveur diminuer considérablement puisqu'elles sont passées de

383 millions de dollars en 2001 à 236 millions de dollars en 2002, une baisse de 38 %. À elles deux, les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Afrique ont toutefois absorbé les deux tiers du montant total de l'aide consentie par l'UNICEF, soit près de 700 millions de dollars. Il convient de relever la coopération croissante avec l'Europe et la Communauté d'États indépendants. La coopération avec cette région, qui avait représenté 63 millions de dollars en 2001, a augmenté de 78 %, pour atteindre en 2002 112 millions de dollars de ressources au titre de la coopération technique. Neuf pays ont bénéficié au total de 400 millions de dollars, soit 38 % de l'aide accordée par l'UNICEF en 2002. Il s'agit des pays suivants : Afghanistan (94 millions de dollars), Indonésie (83 millions de dollars), République démocratique du Congo (43 millions de dollars), Fidji (37 millions de dollars), Palaos (35 millions de dollars), Nioué (33 millions de dollars), Bangladesh (26 millions de dollars), Angola (25 millions de dollars) et Somalie (23 millions de dollars).

12. Le montant total des recettes de l'UNICEF a augmenté de 19 %, passant de 1 milliard 220 millions de dollars en 2001 à 1 milliard 450 millions de dollars en 2002. Cette augmentation est due à hauteur de 15 % aux contributions des États Membres (885 millions de dollars en 2002 contre 769 millions de dollars en 2001). Les États-Unis, principal donateur de l'UNICEF, ont accru leur contribution de 14 %, la portant à 247 millions de dollars en 2002 contre 216 millions en 2001. Compte tenu de l'augmentation globale des recettes de l'UNICEF, la contribution des États-Unis représente désormais 28 % de l'ensemble des contributions versées par les États Membres. En 2002, six autres donateurs ont augmenté leur contribution d'au moins 20 % par rapport à l'année précédente et versé des montants égaux ou supérieurs à 50 millions de dollars : le Japon (118 millions de dollars, plus 21 %), les Pays-Bas (83 millions de dollars, plus 21 %), la Norvège (82 millions de dollars, plus 28 %), la Suède (74 millions de dollars, plus 23 %), le Royaume-Uni (72 millions de dollars) et le Canada (54 millions de dollars, plus 41 %). Les contributions versées par ces sept donateurs se sont montées à 730 millions de dollars, une somme qui représentait la moitié des besoins de financement de l'UNICEF pour 2002.

D. Fonds des Nations Unies pour la population

13. En 2001 et 2002, les dépenses de coopération technique du FNUAP sont demeurées stables (310 millions de dollars). L'exécution des projets et programmes a été assurée à hauteur de près de 60 % des dépenses (185 millions de dollars) par les projets et programmes eux-mêmes, l'exécution directe constituant donc la modalité d'exécution de choix. L'exécution nationale s'est située au deuxième rang avec un montant de 76 millions de dollars, soit 25 % des dépenses de coopération technique du FNUAP en 2002. Un examen de la répartition géographique des activités du FNUAP révèle que depuis 1996 et à l'exception de l'année 2001, les activités de coopération technique du Fonds ont été essentiellement axées sur l'Afrique et sur l'Asie et le Pacifique. En 2002, l'Afrique a absorbé 31 % des dépenses du FNUAP, soit 96 millions de dollars, et l'Asie et le Pacifique 27 %, soit 85 millions de dollars. Les dépenses de coopération technique en faveur de l'Afrique ont augmenté de 31 % en 2002 par rapport à leur niveau de 2001, qui était de 73 millions de dollars.

14. Les activités de coopération technique du FNUAP au Guatemala, qui avaient représenté 612 000 dollars en 2001, ont atteint en 2002 le niveau sans précédent de 13,5 millions de dollars, le montant le plus élevé jamais octroyé par le FNUAP à un pays. L'Inde, avec 13,2 millions de dollars, suivait de près, ayant elle bénéficié d'une augmentation de 19 % par rapport aux dépenses de 2001 qui étaient de 11,1 millions de dollars. Quatorze pays ont bénéficié d'une aide égale ou supérieure à 4 millions de dollars. Il s'agit, en plus du Guatemala et de l'Inde, des pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Chine, Indonésie, Kenya, Mexique, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou et République-Unie de Tanzanie. Ces 14 pays ont représenté un tiers, soit 102 millions de dollars, du montant total des dépenses de coopération technique du FNUAP en 2002.

15. Les contributions versées au FNUAP en 2002 au titre de ses activités ont diminué de 8 %, passant de 382 millions de dollars en 2001 à 353 millions en 2002. Cette diminution est due principalement à la baisse des contributions des États Membres, en particulier celles des Pays-Bas, du Japon et du Royaume-Uni, principaux donateurs du Fonds. En plus de ces derniers, trois grands donateurs ont versé des contributions supérieures à 20 millions de dollars : la Norvège (28 millions), le Danemark (25 millions) et le Canada (22 millions). Les contributions de ces six donateurs ont représenté 58 % des recettes du FNUAP en 2002, toutes sources de financement confondues.

E. Banque mondiale/Association internationale de développement

16. Malgré nos efforts, nous n'avons pu faire figurer dans le présent rapport une analyse des dépenses de coopération technique de la Banque mondiale et de l'IDA, la Banque mondiale n'ayant pas été en mesure de communiquer des données pour 2002.

F. Autres institutions spécialisées, fonds et programmes

17. Pour la troisième année consécutive, la majeure partie des dépenses du système des Nations Unies ont été assurées par les autres institutions spécialisées, fonds et programmes, soit 31 % de ces dépenses en 2002, à savoir un peu plus que la part du PNUD (29 %). En 2002, les dépenses de coopération technique ont atteint un nouveau record de 2,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par rapport au montant de 2001 (2 milliards de dollars). Cette augmentation a été la plus forte qui ait été enregistrée en 2002 par un organisme des Nations Unies intervenant dans le domaine de la coopération technique. Comme en 2001, l'OMS a été responsable du tiers environ des dépenses de coopération technique en 2002 (771 millions de dollars), au titre du budget ordinaire et des fonds extrabudgétaires. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) s'est placé derrière l'OMS avec 17 % (392 millions de dollars) des dépenses de ce groupe. Il était suivi de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec 14 % des dépenses (319 millions de dollars), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) avec 12 % (266 millions de dollars) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) avec 5 % des dépenses, soit 107 millions de dollars. À eux seuls, ces cinq organismes ont représenté plus des quatre cinquièmes (soit près de 1,9 milliard de dollars) du montant total des

dépenses de coopération technique des organismes des Nations Unies (2,3 milliards de dollars). En pourcentage, les dépenses de l'Union postale universelle (UPU) ont fait un bond spectaculaire de 231 % en 2002 par rapport à 2001, passant de 1,9 à 6,4 millions de dollars.

18. S'agissant des dépenses financées au moyen des budgets ordinaires, deux organismes se sont distingués par une augmentation de plus de 100 % des activités de coopération technique financées par des contributions mises en recouvrement. L'Union postale universelle a enregistré l'augmentation la plus forte, le montant de ses dépenses à ce titre étant passé de 351 000 dollars en 2001 à 1,3 million de dollars en 2002, soit une progression de 266 %. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) se situait au deuxième rang avec une augmentation de 171 %, ses dépenses étant passées de 632 000 dollars en 2001 à 1,7 million de dollars en 2002. Pour ce qui est des dépenses financées au moyen de fonds extrabudgétaires, l'UPU a là aussi enregistré une hausse importante – 5,1 millions de dollars en 2002 contre 1,6 en 2001, soit une augmentation de 223 %. Le niveau d'activité des autres fonds et programmes et des autres institutions spécialisées a contribué à maintenir le montant total des dépenses du système des Nations Unies au-dessus des 7 milliards de dollars pour la deuxième année consécutive.

19. On constate, d'après les données relative à la répartition sectorielle, qu'en 2002, comme en 2001, la santé, l'aide humanitaire et l'agriculture, la foresterie et la pêche ont attiré à eux plus des deux tiers (68 %, soit 1,5 milliard de dollars) du montant total consacré à la coopération pour le développement par les autres institutions spécialisées, fonds et programmes (2,3 milliards de dollars). À une moindre échelle, les secteurs suivants ont vu les montants consacrés à la coopération technique augmenter en 2002 : population (77 %), science et techniques (63 %), environnement (57 %) et développement social (45 %). Les secteurs qui ont enregistré, à l'inverse, les contractions les plus importantes ont été les statistiques générales (75 %), les établissements humains (51 %) et l'énergie (42 %).

20. Pour la cinquième année consécutive, l'Iraq et le Brésil se sont partagés la plus grande partie des ressources fournies par les autres institutions spécialisées, fonds et programmes. L'Iraq est resté en tête, avec 155 millions de dollars reçus, suivi du Brésil avec 139 millions de dollars. Les dépenses de ces organismes ont égalé ou dépassé le montant de 20 millions de dollars dans cinq autres pays : l'Inde (39,4 millions de dollars), la Chine (26,8 millions de dollars), le Nigéria (25,2 millions de dollars), l'Afghanistan (24,7 millions de dollars) et la République démocratique du Congo (22 millions de dollars).

21. Le montant total des contributions versées aux autres institutions spécialisées, fonds et programmes a légèrement diminué en 2002 (moins 1,6 %) pour s'établir à 1 milliard 950 millions de dollars, contre 1 milliard 980 millions de dollars en 2001. Cinq organisations, les mêmes qu'en 2001, ont recueilli plus de 100 millions de dollars de fonds en 2002 : l'OMS (567 millions de dollars), l'UNRWA (391 millions de dollars), la FAO (248 millions de dollars), l'UNESCO (124 millions de dollars) et ONU-Habitat (124 millions de dollars). À eux cinq, ces organismes ont recueilli les trois quarts du montant total des contributions versées aux autres institutions spécialisées, fonds et programmes (1,5 milliard de dollars environ). En 2002 comme en 2001, mais dans un ordre légèrement différent, les quatre donateurs ayant versé 100 millions de dollars ou davantage ont été les États-Unis (230 millions de dollars), le Royaume-Uni (123 millions de dollars), les Pays-Bas (110 millions de

dollars) et l'Italie (109 millions de dollars). À eux quatre, ces pays ont continué d'assurer le financement de l'ensemble des activités des autres institutions spécialisées, fonds et programmes à hauteur de plus de 50 % (soit 572 millions de dollars).

Système des Nations Unies : récapitulatif des dépenses de coopération technique et des contributions versées à ce titre, 1998-2002

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998		1999		2000		2001		2002	
		% ^a								
A. Dépenses										
Institutions spécialisées, fonds et programmes										
	1 444,0	43,5	1 525,3	5,6	2 022,9	32,6	2 036,7	0,7	2 251,7	10,6
Budgets ordinaires	426,4	5,9	444,0	4,1	469,6	5,8	424,0	(9,7)	479,4	13,1
Ressources extrabudgétaires	1 017,6	68,5	1 081,3	6,3	1 553,3	43,7	1 612,7	3,8	1 772,4	9,9
PNUD	2 130,8	18,3	2 044,1	(4,1)	1 917,7	(6,2)	2 026,6	5,7	2 138,0	5,5
Dépenses propres	1 763,6	15,4	1 631,8	(7,5)	1 457,9	(10,7)	1 526,2	4,7	1 492,9	(2,2)
Ressources de base	605,8	(9,9)	512,4	(15,4)	404,3	(21,1)	353,5	(12,6)	356,7	0,9
Gouvernements : participation aux coûts et contributions de contrepartie en espèces	1 046,0	36,0	942,3	(9,9)	870,9	(7,6)	970,3	11,4	863,4	(11,0)
Participation aux coûts (tierces parties)	111,8	28,4	177,1	58,4	182,7	3,2	202,4	10,8	272,8	34,8
Fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	367,2	35,0	412,3	12,3	459,8	11,5	500,4	8,8	645,1	28,9
FNUAP^b	216,6	1,0	187,1	(13,6)	134,1	(28,3)	313,6	133,9	312,5	(0,4)
UNICEF	645,0	(4,1)	817,9	26,8	885,0	8,2	1 011,9	14,3	1 043,9	3,2
PAM^c	1 237,3	15,4	1 429,6	15,5	1 158,3	(19,0)	1 776,4	53,4	1 592,2	(10,4)
Total (dépenses)	5 673,7	19,0	6 004,0	5,8	6 118,0	1,9	7 165,3	17,1	7 338,3	2,4
B. Contributions										
Organismes – ressources extrabudgétaires										
	1 296,9	(3,9)	1 500,6	15,7	1 792,1	19,4	1 984,5	10,7	1 952,1	(1,6)
Bilatéral, total	868,8	16,4	1 261,9	45,2	1 471,1	16,6	1 567,2	6,5	1 375,7	(12,2)
Pays/territoires	567,5	(0,3)	875,3	54,2	1 066,0	21,8	1 115,7	4,7	1 075,4	(3,6)
ONG	124,5	44,6	168,1	35,0	208,6	24,1	189,2	(9,3)	99,3	(47,5)
Autofinancement	176,8	93,4	218,5	23,6	196,5	(10,1)	262,2	33,5	201,1	(23,3)
Multilatéral, total	428,1	(29,0)	238,7	(44,2)	321,0	34,5	417,3	30,0	576,4	38,1
Système des Nations Unies	369,1	(35,3)	139,8	(62,1)	237,0	69,5	298,8	26,1	411,4	37,7
Autres organismes	59,0	78,8	98,9	67,6	84,0	(15,1)	118,5	41,0	165,0	39,2

	1998		1999		2000		2001		2002	
		% ^a								
PNUD (contributions volontaires)	745,8	(2,0)	681,4	(8,6)	634,1	(6,9)	651,8	2,8	663,1	1,7
FNUAP (contributions volontaires)	268,4	(6,0)	244,1	(9,1)	255,8	4,8	349,1	36,5	312,0	(10,6)
UNICEF (contributions volontaires)^d	592,2	(0,1)	675,7	14,1	718,6	6,3	769,4	7,1	884,5	15,0
PAM (contributions volontaires)^c	1 038,3	3,4	1 380,2	32,9	1 256,7	(8,9)	1 501,1	19,4	1 755,6	17,0

Note : Les données relatives aux contributions se rapportent aux contributions volontaires des États Membres. Les contributions volontaires ne représentent qu'une partie de l'ensemble des recettes. Dans le cas du PNUD, les autres éléments des recettes sont la participation aux coûts, les fonds et fonds d'affectation spéciale, les contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements, la contribution aux coûts des bureaux hors siège, les activités extrabudgétaires et les accords de services de gestion. Dans le cas de l'UNICEF, ces autres éléments sont les sources de financement privées, les arrangements entre organisations et les recettes diverses.

^a Représente l'augmentation en pourcentage par rapport au chiffre de l'année précédente.

^b Le chiffre indiqué pour 2000 ne comprend pas les dépenses de programme financées à l'aide d'autres ressources. Pour 2001, le FNUAP a communiqué les dépenses de programme financées au moyen du budget ordinaire et d'autres ressources.

^c Le PAM a communiqué pour 1996, 1997, 1998, 1999, 2000 et 2001 le montant révisé des dépenses et des contributions.

^d L'UNICEF a communiqué pour 1996, 1997, 1998 et 1999 le montant révisé des contributions.